Pour le droit à la communication
Fapt la cgt
COMMUNIQUÉ
FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DU SECTEUR DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. 01 48 18 54 00 • Fax 01 48 59 25 22 • www.cgt-fapt.fr • fede@cgt-fapt.fr

Montreuil, le 30 août 2012

Encore 4.217 emplois supprimés à La Poste sur le 1er semestre 2012 :

Il est urgent de mettre en place une autre politique pour le développement du service public postal !

Le rapport d'activité du 1er semestre resitue la situation du Groupe La Poste dans le contexte économique financier et politique.

Si le cycle infernal des coupes claires dans les budgets publics, l'abaissement du coût du travail plutôt que les frais financiers, les déréglementations en tous genres n'est pas interrompu, la situation continuera de se dégrader sous l'effet d'une croissance anémiée.

Faire rendre gorge au peuple grec, pressurer les espagnols, les portugais ou les italiens avant que vienne le tour des français et aussi, des allemands, vouloir maintenir un système totalement soumis aux marchés financiers est une action politique qui nous mène au désastre alors que le besoin d'alternative comme donner un autre rôle à la BCE n'a jamais frappé aussi fort à la porte. Comme ceux qui tiennent les rênes de la zone euro, les dirigeants de La Poste assistent à son implosion en restant arc-boutés sur leurs dogmes idéologiques.

Tous les signes extérieurs de la déflagration sont en place, à commencer par le jeu des spéculateurs, appelés benoîtement les marchés, or si rien ne change, la question ne sera pas de savoir si la zone euro va exploser, mais quand ?

Dans ce contexte, les comptes consolidés des 6 premiers mois de 2012 affichent une progression de 0,9 % du chiffre d'affaires.

Malgré une baisse du volume courrier due essentiellement à un environnement économique d'austérité, le CA du courrier est en diminution de 1,9 %.

Alors que les personnels ont payé par avance les suppressions d'emplois gonflées par rapport au trafic, ce sont aujourd'hui les usagers qui trinquent par une forte hausse des prix de 2,9 % ; un coup les personnels, un coup les usagers mais jamais les actionnaires, nous sommes bien loin d'une logique de Service public.

Le secteur du Colis/Express est toujours en croissance de 5,4 % pour les volumes et 7,6 %, pour le chiffre d'affaires.

Le Produit Net Bancaire de La Banque Postale est stable mais l'exposition aux risques souverains est toujours importante.

Malgré cela, le résultat d'exploitation est de 632 M€ et en progression de 25,6% et profite essentiellement aux actionnaires qui percevront 144 millions d'Euros de dividendes.

Les « bons » résultats de La Poste sont dus en majeure partie aux efforts des personnels.

En effet, en regardant les chiffres d'effectifs de plus près, on s'aperçoit que si le second semestre 2011 a vu la suppression de 976 emplois-équivalent-années, La Poste a accéléré durant le premier semestre 2012 en supprimant 4.217 Equivalent Agent Année.

Ceci montre que, devant la grave crise sociale qui a atteint son paroxysme à La Poste l'an dernier, la Direction de La Poste ne recule pas sur sa stratégie.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les résultats du Groupe sur le premier semestre 2012, des résultats toujours conditionnés par une vision à court terme basée sur la baisse des charges, les suppressions d'emplois et la vente du patrimoine immobilier. (L'essentiel des 125 millions d'€ du total des cessions – 1 milliard d'€ sur les 5 dernières années)

Cette politique n'est absolument pas viable à moyen et long terme et tourne le dos aux principes de Service Public.

En France, un nouveau chapitre politique vient de s'ouvrir et le gouvernement en tant qu'actionnaire majoritaire a le pouvoir politique d'inverser les choses en proposant de revoir le plan ambition 2015 et de mettre en œuvre une stratégie qui visera à renforcer sans tarder le développement du service public.